

La V^e République de 1958 à 1988

1954 - 1962 :

Guerre d'Algérie

La IV^e République a du mal à s'imposer

29 mai 1958 :

Charles **de GAULLE** est rappelé au pouvoir par le Président actuel : René **COTY**

28 septembre 1958 :

Charles de GAULLE propose un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution et donc d'une nouvelle République
82% des Français votent "pour"

04 octobre 1958 :

La V^e République est proclamée

21 décembre 1958 :

Elections présidentielles

Charles de GAULLE élu à 78% des voix (un seul tour).

Il devient le premier Président de cette République le 08 janvier 1959

Charles de GAULLE se veut plus proche des Français durant son mandat (1958 - 1969) :

- 5 référendums
- 18 conférences de presse
- 53 allocutions radiotélévisées

28 octobre 1962 : référendum pour l'élection du Président au suffrage universel direct. 62% des Français votent "pour". Cela lui confère davantage de pouvoirs et de légitimité



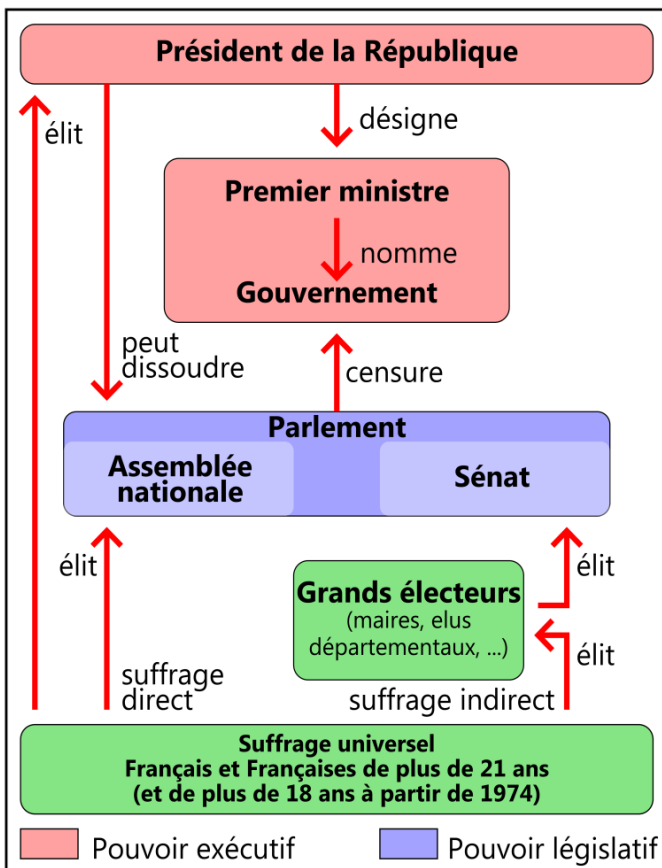
Celui qui a libéré la France lors de la Seconde Guerre mondiale

Celui qui a coordonné les actions de la Résistance

Celui qui a rétabli la République

Celui qui affirme soutenir le peuple algérien lors de la guerre en cours

CHIRAC
COTY
DE GAULLE
MITTERRAND
PFIMLIN



Mais, Charles de GAULLE ne satisfait pas l'ensemble de la population

- **13 mai 1958 :** coup d'Etat à Alger par certains généraux français contre l'indépendance algérienne

- **04 juin 1958 :** "Je vous ai compris". Discours prononcé en réponse au 13 mai à Alger, en pleine guerre d'indépendance. Les Pieds-noirs (Français d'Algérie) pensaient qu'il s'exprimait pour la compréhension d'une Algérie française. Ils se sentirent trahis quelques années plus tard

- **08 janvier 1961 :** référendum sur l'autodétermination de l'Algérie (les Algériens peuvent décider de leur destin politique). 75% votent "pour". Les Français d'Algérie s'opposent à ce résultat

- **08 avril 1962 :** référendum sur les accords d'Evian. 90% des Français votent "pour", cela permet de mettre fin à près de 8 années de guerre et de rendre l'indépendance à l'Algérie (le 1^{er} juillet 1962, l'Algérie organise aussi son propre référendum sur l'indépendance : 99,7% de votes "pour" !)

Sa politique vis-à-vis de l'Algérie faisait débat : les uns lui reprochaient d'avoir abandonné l'Algérie au FLN, les autres d'avoir tardé à le faire

Autres polémiques :

- Les événements de **mai 1968** : grèves et manifestations générales en France. Les jeunes ne supportent plus l'autorité politique gaulliste, les mouvements d'extrême-gauche étudiants prônent l'anticapitalisme dans une société de consommation en plein essor, les ouvriers dénoncent leurs mauvaises conditions de travail. Cela finit par s'étendre à tous les corps de métier et les partis politiques ne s'entendent pas sur une résolution du conflit

Le **27 avril 1969**, Charles de GAULLE organise un référendum sur la création des régions et la rénovation du Sénat. Il annonce que le résultat montrera si les Français veulent encore de lui au pouvoir. 47% votent "pour", première grande défaite démocratique :

il démissionne de son poste présidentiel le 28 avril.

Présidentialisation du pouvoir

= renforcement du poids du Président dans les institutions et la vie politique

Il peut à présent :

- Nommer et dissoudre l'Assemblée nationale
- Se faire élire directement par les Français
- Être chef des armées et user de la bombe atomique
- Obtenir des pouvoirs exceptionnels en cas d'urgence
- Consulter les Français par référendum

C'est notamment pour ces raisons que Charles de GAULLE a accepté de revenir au pouvoir. Le Parlement a ainsi moins de pouvoir que sous la IV^e République

République parlementaire (comme sous la IV^e), mais un Parlement moins fort

A partir de 1969, de nombreux changements politiques ouvrent le champ à davantage de stabilité

La V^e République de 1958 à 1988

1981 :

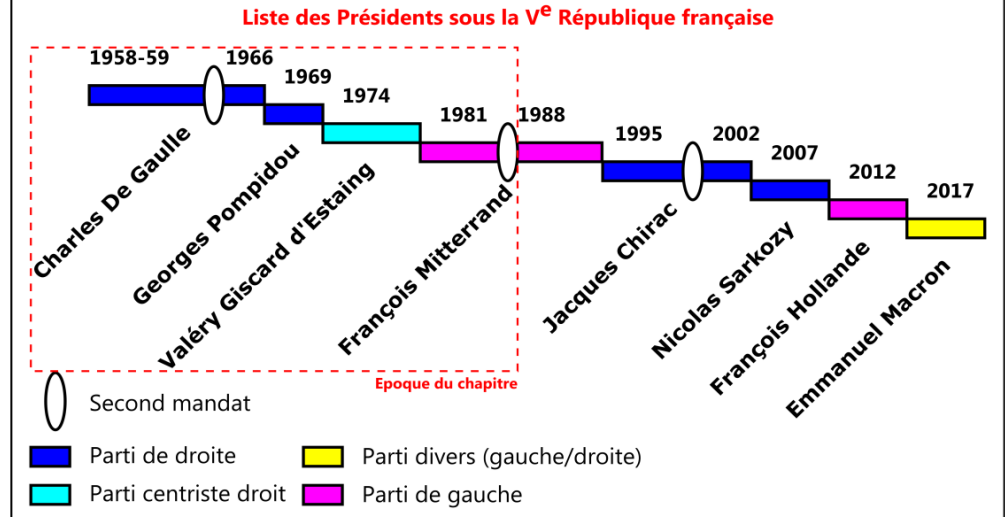
Première alternance politique

= Passage de la présidence de droite à celle de gauche et inversement
La gauche passe au pouvoir après une vingtaine d'années sous la domination de la droite

1986 :

Première cohabitation politique

= Différence de partis politiques entre les pouvoirs exécutif et législatif
Président : François **MITTERRAND**, gauche socialiste
Président de l'Assemblée nationale : Jacques **CHABAN-DELMAS**, droite gaulliste

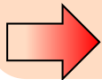


Les règles de la cohabitation politique

François MITTERRAND définit la cohabitation lors d'un entretien avec la journaliste Anne SINCLAIR dans l'émission 7/7 sur TF1, le 29 mars 1986 (les élections législatives ayant eu lieu le 16 mars).

- Assurer la continuité de l'Etat et de son fonctionnement malgré des différences politiques
- Le Président doit conserver les domaines primordiaux : les Affaires étrangères, la Défense (chef des armées), l'application des grands principes républicains (indivisible, laïque, démocratique, sociale)
- Respecter le nouveau Gouvernement
- Le Président n'intervient dans les affaires gouvernementales que si l'un des trois domaines cités est remis en cause

Un nouveau Premier ministre est nommé afin d'être en adéquation avec le vote législatif : Jacques **CHIRAC** (droite gaulliste) en remplacement de Laurent **FABIUS** (gauche socialiste)



Transformation politique totale dans les années 1980

Atouts

de la cohabitation

- Pas de suprématie d'un parti politique
- Partage du pouvoir (l'exécutif est représenté par un parti à la présidence et un autre au Gouvernement)
- Davantage d'idées pour l'évolution de la société et la prise de décisions
- Mieux préparer les projets et propositions de lois, se concerter
- Permet de corriger d'éventuelles erreurs d'un parti seul dirigeant
- Les Français sont davantage représentés par la diversité politique

Inconvénients

- Les décisions politiques sont plus lentes à mettre en place (négociations entre les partis)
- Le fonctionnement de l'Etat est ralenti en cas de désaccord
- Les réformes et décisions prises constituent rarement des changements majeurs. Ce sont davantage des ajustements
- Les décisions prises s'établissent parfois sur le court terme et ne permettent pas de transformer la société en profondeur
- Les décisions prises ont souvent des objectifs électoraux afin de se faire réélire ou de mettre fin à la cohabitation en contentant la population
- Affaiblissement des pouvoirs et de la figure du Président

Bicéphalisme du pouvoir

= le pouvoir exécutif appartient à deux personnes, deux groupes (le Président et le Gouvernement représenté par le Premier ministre)

Dyarchie du pouvoir

= le pouvoir appartient à deux personnes en position égale. La France n'est pas concernée par ce type de pouvoir, mais en cas de cohabitation, le Président, devant être à l'écoute du Premier ministre opposé politiquement, on peut parfois, dans ce sens, parler d'une dyarchie politique

Dans les années 1980, la politique française et la V^e République se stabilisent

ALTERNANCE
COHABITATION
OPPOSITION
PROJET DE LOI
PROPOSITION DE LOI

Les grandes réformes des années 1980

- Hausse du salaire minimum
- Semaine de 39 heures (au lieu de 40 heures)
- 5^e semaine de congés payés
- Retraite à 60 ans
- Davantage de droits pour les salariés
- Abolition de la peine de mort
- Plus de libertés pour les médias (radios libres)

Les partis d'opposition sont de plus en plus nombreux et critiquent souvent le pouvoir en place et les décisions prises
Cela entraîne une tendance vers un retrait des Français vis-à-vis de la politique